



Texte d'allocution de
Jean-Michel SUAU

Conseiller départemental du Canton Alès 1
Délégué à la protection de l'enfance et à la famille

Lors de la présentation des
V Œ U X 2 0 1 6

Vendredi 22 Janvier 2016
Anduze

Madame, Monsieur,
Chers amis, chers camarades,

Je veux à mon tour, vous présenter mes vœux les meilleurs pour l'année 2016. L'exercice est difficile dans ce contexte d'état d'urgence, après les nouveaux attentats du 13 novembre dernier.

2015 a été une année terrible et c'est avec soulagement que nous avons tourné la page.

J'émetts le vœu que nous abordions l'année nouvelle, non pas le cœur plein de chagrin et de frayeur, mais plein d'espoir, de lucidité, de courage et d'envie.

Disant cela je ne cherche pas à nier la réalité ni la gravité de la situation.

Mais après les attentats terroristes en France et dans le monde, je veux voir dans la

mobilisation de chacun des signes d'avenir pour combattre l'obscurantisme et la violence aveugle.

Ici, devant le fronton de la Mairie, à Alès place du Cratère, comme partout en France nous avons manifesté notre volonté, notre refus de la peur en **continuant de vivre**.

Face à ceux qui cherchent à nous diviser par la terreur, nous nous sommes rassemblés autour des valeurs de la République.

Les devises de Liberté, d'Égalité, de Fraternité viennent de loin. Elles émergent et sont inscrites dans la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Elles portent la marque du protestant gardois Rabaud St-Etienne qui, dans son article 10 écrit : « *La République assure la liberté de conscience et garantit la libre expression des cultes* ».

Et la loi de 1905, avec la laïcité qui sépare les différentes confessions de l'État, assure à ce dernier sa neutralité et permet la pratique et le respect de chaque religion.

Ce sont ces valeurs là, qui nous permettent de « vivre ensemble » quelles que soient nos convictions : religieuses, politiques, philosophiques, quelles que soient nos différences.

Les monstres du terrorisme ne sont pas nés de rien ; ils sont nés dans l'incapacité à faire la paix depuis 50 ans dans le Moyen-Orient meurtri, ils sont nés comme le dit Dominique de Villepin, « *de l'arrogance d'une orientation qui va plus vite à la guerre qu'à la diplomatie et à la politique* ».

Le terrorisme, ce n'est pas une guerre de civilisation, ce n'est pas la guerre de l'Islam contre l'héritage chrétien de l'Occident. Il n'y a pas d'un côté la barbarie, et de l'autre un Occident berceau et porte-drapeau de la démocratie et de la civilisation.

C'est précisément cette vision que cherche à nous imposer l'État Islamique.

80% des victimes civiles du terrorisme sont d'Iran, d'Afghanistan, du Nigéria, du Pakistan ou de la Syrie. Rappelons nous que ce sont les musulmans qui sont les premières victimes du terrorisme.

Ainsi parler de guerre, c'est nourrir le risque de voir une partie de la population française stigmatisée avec les risques de tensions et conflits. Que les forces, celles du côté obscur, de la couleur brune s'emploie à nourrir comme a l'a vu récemment à Ajaccio, à Marseille, à Cologne en Allemagne.

Mon ami l'alésien Sahnoune Karrad, délégué régional de l'Union des Organisations islamiques de France, parle d'idéologie mortifère, de pseudo-religieux, pour qualifier les terroristes.

Évitons donc les amalgames. L'obscurantisme aurait gagné si la rage mangeait nos lucidités, si nos débats cessaient, si nos solidarités se disloquaient, si la stigmatisation rompait l'unité nationale.

Le Réseau du « Vivre ensemble » que j'ai initié il y a quelques années, s'y emploie en associant croyants et non croyants, associations et citoyens. (Prochaine journée du « Vivre Ensemble » : samedi 28 mai, salle Cazot à Alès). Je vous invite à y participer nombreux.

Les dernières élections régionales (même si elles ont permis l'élection d'Aurélie Génolher et de Jean-Luc Gibelin, vice-président délégué au transport, ce dont je me félicite), ont été aussi fortement marquées par la désespérance qui s'est traduite par une abstention et une progression inquiétante du Front National.

Cette désespérance touche de plein fouet nos populations qui souffrent, celles dont le quotidien se nomme chômage, précarité et parmi eux la jeunesse dont 60% d'entre eux sont en recherche d'un emploi dans le quartier des Près St Jean à Alès.

C'est le résultat d'une politique de droite, de Sarkozy mais hélas aujourd'hui relayée et amplifiée par le gouvernement Hollande.

Je veux parler de cette austérité au nom de laquelle on réduit le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions, les retraites, au nom de laquelle on s'attaque au code du travail, à la protection sociale.

Une austérité qui prend la forme d'un étranglement financier pour toutes les collectivités et singulièrement pour les conseils départementaux.

Le département du Gard est fortement impacté par les transferts de compétence de l'État : un seul exemple RSA, APA.

Vous imaginez aisément que le budget 2016, comme le précédent, est bien difficile à construire. Pour autant, je veux voir dans l'obtention de 4,5 millions d'euros supplémentaires que nous avons réclamés et obtenus un encouragement à poursuivre la

mobilisation engagée depuis longtemps pour que le gouvernement accorde les moyens financiers nécessaires aux missions qu'il nous confie.

C'est une nécessité si nous voulons maintenir la gratuité des transports scolaires pour les 22.000 élèves gardois, si nous voulons continuer d'accorder priorité aux politiques sociales (dont j'ai la responsabilité), et aux politiques culturelles et sportives.

Il est urgent de réorienter les choix nationaux.

De ce point de vue, j'adhère pleinement au propos de Martine Aubry quand elle dit : *« faut-il continuer à verser les 15 milliards sur les 41 qui restent à verser aux entreprises et dont un grand nombre n'a pas respecté les engagements qu'elles avaient pris ? »*. Peut-on espérer que fin janvier quand il va faire le bilan avec les branches professionnelles, Manuel Valls en tire toutes les conséquences.

Rappelons que les 11 millions d'euros de dotations de l'État supprimés au département

du Gard ont servi à alimenter ces dispositifs d'aides aux entreprises. Pour la seule année 2014 ce sont 54 millions d'euros qui ont été distribués sans contrepartie pour l'emploi.

Des grands groupes en ont bénéficié à l'image de Sanofi (Aramon) qui a supprimé 3.000 emplois en France, la Poste 4.000 emplois, ou encore Nicollin qui a bénéficié de 8 millions d'euros sans créer un seul emploi.

Le résultat : c'est un accroissement des inégalités sans précédent.

Cette politique qui sévit partout en Europe et dans le monde se traduit par l'accroissement des inégalités sans précédent : ainsi le patrimoine d'1% des plus riches du monde dépasse celle désormais de 99% de la population.

Les 62 plus grandes fortunes du monde possèdent plus que la moitié des individus de notre planète.

Si l'argent et le profit à tout pris deviennent les fétiches que l'on adore, si l'avidité est la

base de nos systèmes socio-économiques, alors nos sociétés courent à la ruine.

Je partage ces propos du Pape François : « il est urgent de revenir à l'économie réelle qui porte l'emploi ».

Une économie que le département s'efforce de soutenir malgré les contraintes financières dont il est l'objet.

Ainsi nous avons décidé de maintenir l'aide aux communes pour les projets socio-éducatifs et dans le cadre de l'aménagement du territoire le gouvernement va s'engager dans l'extension du haut débit et de la fibre optique.

Premier financeur de la politique de la ville, qui a intégré la commune d'Anduze, ce dont nous nous félicitons, sur ma proposition, le conseil départemental, a décidé de maintenir les territoires que l'État avait exclus de ce dispositif, je pense notamment à la commune de St Christol.

L'ensemble de ces associations vont pouvoir bénéficier des financements du département pour mettre en œuvre des actions qui favorisent le lien social.

En 2015, les confortements de la digue d'Anduze ont été réalisés, celles des berges de l'Alzon de St Jean du Pin sont en voie d'achèvement. Dans quelques jours, après le vote du budget avec les maires du canton Alès 1, nous aborderons les projets communaux, les aménagements routiers de sécurité, à St Christol, à Bagard, à Boisset et Gaujac, fruits de la sollicitation de nombreux riverains. Fin février le conseil d'agglo va voter l'achat du terrain pour la construction de la future caserne de sapeurs pompiers de Bagard.

Parmi les nombreux projets, nous restons attentifs aux projets :

- d'extension de l'école de Ribaute les Tavernes,

- à la rénovation de la gare de Générargues pour en faire une destination touristique,
- à la rénovation de l'horloge à Anduze,
- ainsi qu'à la création d'une micro-crèche à St Jean du Pin
- ou encore l'extension de la rénovation des vestiaires du stade du Rouret à St Christol, etc.

Mesdames, Messieurs,

Cette année 2015 a été notre première année d'un nouveau mandat à Geneviève et moi-même.

Élus ensemble, nous travaillons ensemble, en coopération, dans le respect de nos sensibilités respectives, conscients de nos différences qui ne sont pas un obstacle mais au contraire je pense un atout, une chance, pour ce canton Alès 1 et pour tous ceux qui y vivent.

En guise de conclusion, permettez moi de vous dire que l'année 2016 sera ce que nous en ferons.

Je vous souhaite à tous une bonne année et une bonne santé.

Je vous remercie.

Jean Michel Suau